

M. Waddell: Oui, mais un instant! Attendez le restant. À condition que les plates-formes soient réservées aux seules entreprises canadiennes, pas québécoises, mais canadiennes. Si le Québec n'est pas dans la Confédération du Canada: pas de jobs, pas du tout, pas d'entreprises canadiennes au Québec.

[Traduction]

Donc, s'ils partent, il n'y a plus d'emplois pour eux. Ils sont partis. Nous parlons d'*entreprises canadiennes*. Certaines se trouvent peut-être au Québec.

[Français]

Moi, je veux voir Québec. . .

Une voix: Uni.

M. Waddell: Non, non, mais un Québec dans la Confédération avec le Canada.

[Traduction]

. . . une nouvelle forme d'association peut-être, mais ici. Vous savez, si le Québec se sépare, je vous le dis, il n'y aura plus d'emplois. Je le dis clairement au député de Hull, aucun de ses électeurs ne pourra travailler ici, mon ami, alors il devrait peut-être y songer.

Mais laissez-moi vous expliquer, monsieur le Président, le coeur du problème. J'aperçois le ministre de l'Énergie, cela me rappelle qu'il a probablement fait la lumière sur le problème quand il s'est présenté devant le comité. Hibernia, en fait, c'est une énorme subvention accordée à des sociétés pétrolières multinationales. Nous avons cédé nos plus grandes découvertes pétrolières à la société Mobil Oil et à ses amies. C'est incroyable. Nous garantissons des prêts de quoi, 1,7 milliard de dollars, et nous accordons une subvention d'un milliard; c'est donc 2,7 milliards de dollars que nous consentons à des sociétés pétrolières, à celles-là même qui disaient: "Respectons les lois du marché." Un marché intéressant, oui, quand vous êtes subventionnées par le gouvernement canadien qui vous offre en plus des garanties. C'est ce qu'elles appellent un marché libre. C'est pourtant une définition toute nouvelle du marché libre.

Et quand le ministre, M. Epp, a témoigné devant le comité, M. Harvey, député d'Edmonton-Est et membre du NPD, lui a demandé:

Selon les meilleures estimations du ministère, quel pourcentage de la production d'Hibernia sera expédié à des marchés étrangers sans avoir été acheminé à des raffineries canadiennes?

En d'autres mots, on raffinera le pétrole ici? J'aimerais bien que le ministre réponde à la question en Chambre. En comité, il a déclaré:

Monsieur le président, il se peut qu'une partie de la production, sur une certaine période, soit entièrement acheminée vers une raffinerie non canadienne. . .

Initiatives ministérielles

[Français]

Mes amis, ce n'est pas le Québec ou Terre-Neuve; c'est New York, New Jersey,

[Traduction]

. . . New York, New Jersey, là où sont situées les sociétés mères.

Ensuite, il a ajouté:

. . . surtout des raffineries du nord-est des États-Unis. En vérité, cela dépend du prix que les raffineries canadiennes seront prêtes à offrir pour ce pétrole brut.

Voilà maintenant que nous devons soumissionner un prix et que nous sommes à la merci de Mobil, d'Exxon et d'autres entreprises du genre. Savez-vous où elles enverront ce pétrole? À leurs propres raffineries, bien sûr. Nous ne nous retrouverons pas par hasard sur leur liste. Il n'y a pas de hasard qui tienne. Elles approvisionneront leur société mère.

Avant Hibernia, jamais les Canadiens n'avaient aussi généreusement bradé leurs ressources naturelles. La raison en est fort simple: l'entreprise Mobil et les sociétés pétrolières assument le contrôle. C'est Petro-Canada, ou une autre société canadienne, qui aurait dû diriger toute cette opération.

Pendant les huit années que j'ai siégé au Comité de l'énergie, où nous avons scruté le Programme énergétique national, j'ai appris une chose quand nous avons étudié la localisation des sources d'approvisionnement. On examinait à l'époque l'ancien projet de loi C-48. Nous avons entendu des témoins provenant de toutes les régions du monde, la Norvège, le Royaume-Uni et d'autres pays ayant des intérêts dans la mer du Nord. Nous avons appris qu'il fallait déterminer nos sources d'approvisionnement, les localiser.

• (1810)

[Français]

C'est pourquoi c'est un bon amendement pour les entreprises canadiennes—et je le dis encore une fois.

[Traduction]

Par conséquent, nous devrions en obtenir quelques-unes. Nous devons garantir que certaines de ces plateformes seront construites au Québec, que tout le pétrole sera raffiné au Canada et que les retombées seront partagées entre les Maritimes, l'Ontario et le reste du Canada. Ce n'est tout simplement pas le cas parce que Hibernia sera géré par Mobil et les autres sociétés. Le ministre le dit lui-même dans son témoignage. Le gouvernement garanti le projet et prête des sommes considérables. Quelles prodigalités pour un gouvernement qui prétend lutter contre le déficit. De plus, il achète les gens.